

LA CRISE

N°10, Janvier 2010

ISSN 2563-9234 – Montréal – Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM), UQÀM

Lettre plus ou moins trimestrielle, gratuite et sans abonnement !

NUMERO SPECIAL HIVER 2010

SCENARIOS DE CRISE:

**la globalisation est morte,
vive la reglobalisation!**

1. Trois scénarios court et moyen termes autour de la crise	p. 3
2. Et mes sous dans tout ça : de bulles en bulles	p. 8
3. Scénarios de long terme pour l'économie mondiale	p.11
3.1. SMI, globalisation, déglobalisation, reglobalisation	p.11
3.2. Les verrous technologiques de la croissance	p.14
3.3. Trois ou quatre scénarios de long terme	p.16
Annexe : Une typologie des positions face à la crise	p.19

Début d'année oblige, nous allons avoir droit à beaucoup de prévisions, sur tout. Je ne vais pas sacrifier à ce rite, je ne sais pas faire ! Par contre, ce que j'ai appris à faire, tout au long de ma carrière professionnelle, ce sont des scénarios. C'est bien souvent un exercice assez convenu, qui consiste à faire peur juste ce qu'il faut, avec un scénario catastrophe qui sert de repoussoir, à faire rêver avec un scénario rose qui servira à brosser l'idéal inaccessible mais dont on va s'inspirer pour tenter d'en extraire quelques gadgets afin d'améliorer l'ordinaire d'un scénario tendanciel qui prolonge l'existant. Tous les chargés d'études des bureaux de consulting connaissent la recette ! Rien de tel ici : je ne suis plus chargé d'études depuis plusieurs décennies et personne ne me paye, hélas ! (mais au moins mon indépendance est totale) pour écrire ces scénarios ! De plus, il ne peut y avoir de scénario tendanciel puisque les tendances passées sont improlongeables pour cause de ruptures diverses et de verrous infranchissables tels que le pic pétrolier ; le scénario rose est totalement inaccessible à court et moyen terme et le scénario catastrophe n'est pas une simple vue de l'esprit pour effrayer l'honnête citoyen mais bien l'image stylisée d'une réalité possible, même si ce n'est pas la plus probable. Je vais m'essayer à cette démarche prospective sous forme de scénarios aux deux horizons temporels de la Très Grande Crise Multidimensionnelle (TGCM¹) :

- à court et moyen terme, en bloquant deux variables importantes mais peu susceptibles de modifications à court terme - les technologies et le système monétaire international (SMI) - et en centrant la dynamique d'évolution sur le système financier (au sens le plus large c'est-à-dire banque, finance et assurance) et ses rapports avec les Etats.
- à long terme, en débloquant les deux variables SMI et technologies et en en faisant les points d'entrée de quatre scénarios au croisement d'un choix binaire sur chacune des deux variables.

Numéro spécial oblige, les lecteurs habituels de LA CRISE ne retrouveront pas dans ce N° 10 toutes les rubriques traditionnelles ; mais je n'ai pas voulu les priver de la rubrique très attendue « Et mes sous dans tout ça ! » (Je soupçonne même certains lecteurs de ne s'intéresser qu'à ça... comme d'autres à l'horoscope du programme télé !). Cette rubrique est néanmoins modifiée dans sa présentation dans la mesure où elle est articulée aux scénarios de court terme. Pas de « Coin de l'intello », mais rassurez-vous (ou inquiétez-vous !) il est omniprésent de la première à la dernière page. En annexe, pour vous aider à vous retrouver dans la jungle des positions sur la crise, votre cadeau du Nouvel An, *Une typologie des positions face à la crise*, pour savoir comment vous vous situez par rapport à la crise : négationniste, apocalyptique, optimiste, pessimiste, fossoyeur ? Non ce n'est pas un jeu-test des vacances de fin d'année ! C'est le résultat de trois années de lectures et de mes interrogations sur où je me situe par rapport à la crise : j'ai fini par trouver ma place chez les pessimistes régulationnistes. Mon auto-analyse étant terminée, y aura-t-il un N°11 de LA CRISE ? *Wait and see* ! Mais je suis sans doute trop accro pour arrêter !

¹ Pour en savoir plus, voir : REGNAULT H., Très Grande Crise Multidimensionnelle, destruction créatrice et territoires, déc. 2009, http://catt.univ-pau.fr/live/digitalAssets/91/91287_Regnault_Crise_et_territoires.pdf

1. Trois scénarios court et moyen termes autour de la crise

L'économie mondiale est comme un randonneur qui marche dans une morne plaine sans intérêt, sans perspective, sans trop savoir où il va. Dans le lointain, réalité ou mirage, il croit deviner une chaîne de montagne et se met à rêver d'ascension joyeuse vers des sommets toujours plus hauts. Mais, perdu dans ses rêves... il risque de ne pas voir et de tomber dans le gouffre que longe le chemin de la morne plaine. Nos trois scénarios vont donc s'appeler : **MORNE PLAINE, JOYEUSE ASCENSION et GOUFFRE INFERNAL**. Le Tableau 1 en page suivante offre un aperçu schématique de ces scénarios. Ci-dessous quelques commentaires sur leur confection, puis, après le Tableau 1, leur interprétation.

1/ Quel horizon temporel est visé par l'appellation court et moyen termes : de 1 à 3 ans, donc la période 2010-2012.

2/ Quels pays ciblent ces scénarios : essentiellement les pays développés de la Triade (USA, Japon, Union Européenne) soit déjà 62% du PIB mondial. On peut y ajouter d'autres pays développés à économie de marché (Canada, Norvège, Suisse, Australie, Nouvelle Zélande... en dépit de spécificités liées à une plus grande dépendance aux matières premières pour certains d'entre eux) et on devrait s'approcher des 2/3 du PIB. Les BRIC soit Brésil, Russie, Inde, Chine (15% du PIB mondial) sont hors scénarios : certains feront mieux, d'autres pire, ou bien pire si leurs propres bulles éclatent (Chine ?). Les pays en développement sont aussi hors scénarios, mais, tout comme les BRIC aux économies les plus ouvertes, ils subiront les conséquences de l'impact de ces scénarios sur les pays développés et le commerce international qui en résultera.

3/ Les probabilités attribuées aux 3 scénarios sont données sous forme qualitative. Toute quantification serait purement « pifométrique », comme toutes les probabilités attribuées à des scénarios. Ces probabilités qualitatives ont pour fonction de cadrer la crédibilité d'occurrence d'une réalité proche de celle décrite par le scénario : quasi nulle pour le scénario rose, loin d'être négligeable pour le scénario catastrophe ; forte dominance du scénario intermédiaire. Mais si vous tenez absolument à un chiffre subjectif, je dirais 80% pour la Morne Plaine, 19% pour le Gouffre Infernal et 1% pour la Joyeuse Ascension : ces chiffres ne veulent absolument rien dire, mais au moins ça fait sérieux !

4/ Les valeurs attribuées aux deux grandes variables macroéconomiques réelles (PIB et emploi) ne sont ni des prévisions ni des résultats. Elles sont données à titre d'illustration, pour fixer les idées : elles sont fondées sur l'expérience historique (Pour mémoire, le chômage aux USA dans les années 30 a atteint les 25% de la population active). Elles ne déterminent pas le scénario, elles le caractérisent, elles ne sont pas causes mais effets.

5/ Le moteur du scénario, qui anime son mouvement et détermine ses caractéristiques macroéconomiques est situé dans le triangle formé par la Banque Centrale, le Trésor Public et le secteur bancaire commercial. Il est donc lié au système de la création monétaire et du crédit

dont l'état va être décisif pour le fonctionnement de l'économie réelle qui déterminera le PIB et le niveau de l'emploi. C'est à ce trio institutionnel qu'il faut s'intéresser pour comprendre l'articulation des scénarios les uns par rapport aux autres.

Tableau 1 : TROIS SCENARIOS COURT-MOYEN TERME

Scénarios	JOYEUSE ASCENSION	MORNE PLAINE	GOUFFRE INFERNAL
Caractéristiques			
Probabilité	Quasi nulle	Très forte	Modérée
2 grandes variables macroéconomiques : - PIB (taux annuel) - Taux de chômage	+3 à 5% Retour progressif au plein emploi (5% de chômage)	-1 à +1% Stagnation autour de 10%	-3 à -5% Plongeon à 20%
Dynamique économique	Stabilisation du secteur financier. Retour au niveau antérieur du crédit. Redémarrage de la demande. Rentrées fiscales en hausse et désendettement des Etats	Poursuite des troubles bancaires. Les Etats se résolvent à sacrifier une partie du secteur bancaire et à quasi nationaliser le reste. Endettement des Etats entre 100 et 150% du PIB mais restant néanmoins sous contrôle	Les Etats s'épuisent à tenter de sauver toutes les banques ; la dette des Etats explose ; la forte remontée des taux d'intérêt étrangle l'économie réelle. Les bulles chinoises explosent. Le mythe des BRIC s'effondre. Tous les moteurs de l'économie mondiale sont éteints. Une économie de survie s'installe
Dynamique socio politique	RAS TVB, tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil !	La prolongation de la crise met les partis de gouvernement sur la défensive et fait resurgir les extrêmes (dérapages violents possibles), mais l'alternance centres droit / gauche joue son rôle stabilisateur	L'idée démocratique est mise à mal. La violence s'installe. Des solutions autoritaires s'esquissent. Les logiques du <i>struggle for life</i> l'emportent sur toute autre considération. La barbarie n'est pas loin
Soutenabilité du scénario	Scénario intenable. La reprise bute sur des verrous technologiques (cf. les scénarios long terme) et l'inflation qu'ils entraînent. Retour au scénario Morne Plaine	Hélas... excellente soutenabilité comme le montre le Japon depuis le début des années 90. Finalement cette soutenabilité est presque rassurante, nous préservant du gouffre infernal.	Je préfère ne pas y penser ! On rêve de revenir dans la Morne Plaine... c'est dire !

Dans la **Joyeuse Ascension**, tout fonctionne bien à nouveau. Le secteur des banques commerciales a réglé ses problèmes de solvabilité, a nettoyé ses placards des créances irrécouvrables, s'est suffisamment recapitalisé pour satisfaire aux nouvelles normes internationales. Il est donc en état de reprendre un financement normal des entreprises et des ménages. Les Banques Centrales reviennent à un comportement conventionnel avec des taux d'intérêt clairement positifs. Les Trésors Publics retrouvent des marges de manœuvre du fait de meilleures perspectives de rentrées fiscales, de moindres besoins de financement pour soutenir l'activité économique et financer la protection sociale (les cotisations rentrent mieux). Tout le monde reprend confiance C'est très bien... mais ça n'a aucune chance de se produire dans les deux ou trois ans à venir. Pourquoi ? Tout simplement parce que les comptes des banques commerciales sont bourrés de créances irrécouvrables. Le deuxième choc immobilier américain démarre sous une double forme : d'une part un nouvel épisode sur l'immobilier résidentiel (ce ne sont plus les subprimes mais les Options ARM²) d'une intensité égale ou supérieure à celui des subprimes ; d'autre part un choc important est attendu sur l'immobilier commercial, avec des centres commerciaux qui se vident, des loyers qui ne rentrent plus, des prêts qui ne vont plus pouvoir être remboursés. Résultat : de nouvelles banques vont se trouver en difficulté, de nouvelles maisons vont être saisies, vendues et les prix immobiliers vont reprendre leur baisse, déstabilisant une nouvelle vague de propriétaires emprunteurs qui vont se retrouver avec une maison dont le prix est inférieur au capital à rembourser, nouvelles expulsions ou abandons volontaires, et ainsi de suite. Certes, le gouvernement américain essaye de limiter les dégâts en accordant aux grands organismes hypothécaires US (Fannie et Freddie) une garantie sans limite de leurs pertes, pour qu'ils puissent refinancer les banques victimes des défauts de paiement sur prêts. Mais globalement, au-delà de quelques grandes banques qui ne financent pas ou peu l'économie réelle, les difficultés du système bancaire américain sont au moins autant devant nous que derrière. Le Trésor américain va encore devoir jouer au pompier à grande échelle et aura besoin pour ce faire des pratiques peu conventionnelles de la Fed (Banque centrale), effrayant ainsi les investisseurs du monde entier qui vont renâcler et au minimum exiger des taux d'intérêt en hausse, contribuant ainsi à freiner encore l'activité économique non seulement aux USA mais aussi, directement et indirectement, dans le reste du monde. Voilà pourquoi je n'attache aucune probabilité significative au scénario Joyeuse Ascension qui aurait au minimum besoin d'un système bancaire recrédibilisé, restauré dans ses pratiques de financement de l'économie réelle et retrouvant la confiance des entreprises et des ménages. Et ce n'est pas pour demain... quand on découvre les pratiques inqualifiables de grandes banques qui ont vendu en toute conscience des produits pourris et ont ensuite spéculé (par l'intermédiaire de *Credit Default Swaps*) sur la faillite de ceux à qui ils avaient vendus ces produits : ces banquiers-là méritent bien l'appellation de « banksters » et j'espère vraiment qu'on les verra un jour dans des cellules contigües à celle de Madoff.

² cf. Paul Jorion, La situation de l'immobilier américain s'aggrave, 22 dec 2009, Blog Paul Jorion

Exit donc la Joyeuse Ascension. Retour dans la **Morne Plaine**. En soi, cette Morne Plaine est notre meilleur destin de court et moyen terme et nous ne pourrions en sortir par le haut qu'à long terme, par des choix technologiques et politiques avisés (cf. plus loin les scénarios de long terme). Cette Morne Plaine doit être examinée sous l'angle de sa capacité à ne pas basculer dans le **Gouffre Infernal**. D'où pourrait provenir un tel basculement : d'un deuxième choc bancaire mal géré, c'est-à-dire dont la gestion serait calquée sur la celle du premier choc. Je ne reproche pas (enfin... pas trop !) cette première gestion qui, après la chute de *Lehman Brothers*, a consisté à vouloir sauver tout le monde, déposants, détenteurs d'obligations, actionnaires et dirigeants. Sans être totalement dupe, on peut absoudre cette pratique, au bénéfice de l'urgence à agir et de la difficulté immédiate à bien apprécier les responsabilités. Mais, appliquer demain la même méthode serait doublement catastrophique :

- moralement catastrophique après ce que nous savons des pratiques de quelques banksters. Je ne veux pas entendre parler de morale dans l'analyse économique elle-même, qui ne relève pas d'une telle préoccupation. Par contre la conduite de la politique économique ne peut ignorer la perception de la grande masse des citoyens consommateurs et investisseurs (directement ou indirectement à travers leurs fonds de pension par exemple). Le sauvetage des dirigeants et des actionnaires des banques serait une faute politique gravissime susceptible de dégénérer en mouvement de révoltes contre l'oligarchie qui nous dirige et nous abuse: les dits mouvements aggraveraient plus la situation qu'ils ne contribueraient à la résoudre... mais ainsi va le monde et il vaut mieux éviter d'en arriver là.

- économiquement catastrophique, car si, lors du premier choc, les Etats avaient de la marge de manœuvre pour s'endetter envers des prêteurs qui ne demandaient pas mieux que de leur prêter, les taux d'endettement étant ce qu'ils sont devenus, et ce qu'ils vont forcément devenir même sans un deuxième choc bancaire, que tout surchargement de la barque pourrait la faire couler : forte augmentation des taux d'intérêt longs dans le meilleur des cas, et, au-delà, impossibilité pour certains Etats de trouver le moindre financement... et c'est reparti pour un tour de défauts de paiement et une spirale infernale qu'il sera très dur d'endiguer.

Je ne suis pas certain qu'un deuxième choc bancaire va venir mais je le crois probable quand on sait ce qu'on sait déjà sur les créances irrécouvrables des banques (immobilier résidentiel, immobilier commercial, crédit à la consommation, crédit étudiant, plus les défauts de paiement latents de certains Etats) et qu'on essaye de décrypter ce qu'on ne sait pas officiellement mais que l'on subodore. Ce deuxième choc ne sera pas forcément synonyme de Gouffre Infernal ; tout dépendra de sa gestion. Si les Etats essayent de sauver tout le monde, déposants, détenteurs d'obligation, actionnaires... alors oui on court au gouffre. **Face au brasier il faudra faire la part du feu : tous ne seront pas sauvés, ou bien nous périrons tous !**

Le pire n'est pas forcément devant nous, mais il est au minimum au coin de la rue, en embuscade. Mieux vaudrait éviter les mauvaises rencontres.

Précisons, pour en finir avec ces scénarios court-moyen terme, que dans l'hypothèse Gouffre Infernal on ne sait vraiment pas où on va en matière de prix. Ce sera la surprise du chef : la congélation de l'activité économique plaide pour une déflation sévère, mais une éventuelle fuite devant la monnaie face à des pratiques extravagantes des Banques centrales et Trésors Publics pourrait dégénérer en hyper inflation par préférence absolue pour les biens réels. (La Joyeuse Ascension est plutôt inflationniste, la Morne Plaine plutôt déflationniste, mais modérément dans les deux cas, pas de quoi s'affoler, on sait gérer).

Je vous devine un peu moroses, chers lecteurs ! Allons donc, remettez-vous ; le plus probable reste bien un long cheminement dans la Morne Plaine : quelle perspective enthousiasmante me direz-vous ! Patience, les perspectives grandioses (enthousiasmantes ou angoissantes) viendront dans les scénarios de long terme. Mais, en attendant, pour vous remotiver, parlons un peu de nos sous : déjà, si on y pense, c'est qu'on n'a pas encore tout perdu et/ou qu'on a espoir d'en regagner. Vous voyez bien que tout n'est pas noir !

2. Et mes sous dans tout ça : de bulles en bulles !

Michel Santi écrivait le 20 novembre sur son blog Gestionsuisse.com : *Tout ce qui est susceptible d'offrir aujourd'hui une rentabilité un tant soit peu supérieure à la moyenne est et sera condamné à se transformer quasi instantanément en bulle!*³

C'est très bien vu. Tous les gérants de portefeuille, inévitablement jugés sur leurs performances de rendement et attirant de nouveaux capitaux (donc des droits d'entrée et des commissions de gestion) à l'aune de leurs résultats passés, sont à la recherche des meilleures performances possibles. Dès lors qu'un support de placement offre une rémunération un peu supérieure à la moyenne, il attire de nouveaux capitaux qui vont augmenter la demande et faire augmenter le prix du support quel qu'il soit (actif financier, métaux précieux, autres biens réels...) au-delà de ce que les fondamentaux du support pourraient justifier, faisant par exemple grimper les actions à des ratios Prix / Bénéfice irréalistes (du genre : acheter une action au prix de 30, 50 ou 100 années de bénéfices). L'achat du support, toute référence oubliée aux fondamentaux, n'a plus d'autre justification que la conviction partagée par les acheteurs que la hausse du prix va se poursuivre et qu'ils sauront vendre avant le retournement de la tendance : c'est ça une bulle. Et pour quelques gérants qui sauront sortir à temps, beaucoup se feront piéger dans une spirale baissière qui deviendra pour leurs clients (par exemple votre fonds de pension !) le tourbillon de la mort.

Nous assistons actuellement (écrit le 30 décembre 2009) à une inadéquation totale entre un monde de la finance qui se la joue Joyeuse Ascension et une économie réelle qui rame dans la Morne Plaine. Lorsque la Finance redécouvrira le principe de réalité sous l'effet d'une cause ou d'une autre (nouvelle faillite bancaire ou gros défaut d'un Etat sur sa dette souveraine) les pertes seront telles qu'elles pourraient bien nous entraîner vers le Gouffre Infernal si les Etats se mettent en tête de ne pas faire la part du feu et d'accompagner à nouveau le monde de la finance dans ses errements criminels. Mais le monde politique et le monde de la finance sont comme cul et chemise, collés l'un à l'autre, vivant en symbiose étroite : voilà pourquoi je ne peux pas donner au scénario Gouffre Infernal une probabilité négligeable. En effet, au-delà d'une taxation symbolique des bonus et de quelque autre hochet, qui, entre Obama, Sarkozy, Brown ou Merkel est prêt à aller à contre courant des intérêts des sponsors financiers de son parti politique et de sa prochaine campagne électorale ? C'est pourtant à ça qu'on reconnaîtra les hommes et femmes d'Etat qui sauront élaguer les branches mortes et se distinguer ainsi des marchands d'illusions qui penseront que tout ça pourra bien tenir jusqu'à la prochaine échéance électorale.

Dès lors que vous reste-t-il à faire, vous simples particuliers et honorables citoyens? Voyons cela en relation aux scénarios court-moyen terme déjà évoqués, suivant que vous vous

³ <http://www.gestionsuisse.com/ArticleDetail.asp?id=628>

positionnez en stratégie offensive (à vous de prendre vos risques, ils sont énormes et largement disproportionnés à vos espoirs de gains !) ou en stratégie défensive

Tableau 2 : SCENARIOS COURT MOYEN TERME ET STRATEGIES DE PLACEMENT

	Joyeuse Ascension	Morne Plaine	Gouffre infernal
Stratégie spéculative ... à vos risques et périls... et je ne vous garantis pas d'être un bon conseiller en spéculation !	Achetez le CAC 40, le Dow Jones et tout ce qui peut monter, sans oublier de placer des ordres stop à la baisse. Surveillez vos placements comme le lait sur le feu. Idéal retraité désœuvré, rentier oisif invétéré. Interdiction de partir en vacances et de quitter votre ordinateur entre l'ouverture à Tokyo et la fermeture à Wall Street (excellent pour les insomniaques). Bonne chance et profitez des week-end pour vivre un peu ! Rassurez-vous, ça ne durera pas longtemps et vous vous retrouverez bientôt dans la colonne immédiatement à droite... ou encore plus à droite.	Rien à faire sur la Morne Plaine, sinon prier (qui vous voulez !) pour rentrer dans le scénario de gauche ou de droite et appliquer la consigne afférente ! Autre solution sans nécessité d'intervention divine : jouer finement le décalage entre sphère réelle en Morne Plaine et sphère financière en Joyeuse Ascension et appliquer la consigne afférente à cette dernière. Ne pas oublier d'anticiper le réajustement entre les deux sphères qui pourrait nous précipiter tous dans le gouffre infernal (bigre... que c'est compliqué d'avoir des sous à placer !)	Biens réels en détention directe, considérés sous l'angle de leur valeur marchande future. Ne pas avoir à revendre rapidement. Conservez un matelas de cash pour assumer les coups durs ou profiter des occasions qui se présenteraient. Achetez un gilet pare balle au cas où vous envisageriez acheter des maisons aux enchères, très décotées après expulsion du propriétaire précédent. Attention à l'immobilier locatif : votre locataire est soit chômeur, soit futur chômeur, soit parent d'enfants chômeurs qu'il doit aider et, bien sûr, ses enfants passent avant vous! N'oubliez pas de donner 20% de vos gains spéculatifs aux banques alimentaires... elles en ont vraiment besoin et...ça vous rendra plus humain !
Stratégie défensive	Abstention sur les actions. Obligations indexées sur l'inflation. Cash en compte à terme ou sur livret dans votre monnaie de vie courante	Abstention sur les actions Bons d'Etats estimés solvables Cash en compte à terme ou sur livret dans votre monnaie de vie courante	Pas d'actifs financiers. Immobilier de jouissance Or physique en détention directe Cash de trésorerie immédiate dans votre monnaie de vie courante. Cash de réserve en compte à terme (3 mois, pas plus) dans les monnaies pas trop pourries (à voir suivant la période)

Même si vous n'étiez pas prévenu à l'avance, j'espère que vous avez lu ce tableau moitié sérieux moitié dérision avec un certain sens de l'humour : dans la période actuelle il faut savoir sourire de tout, c'est toujours ça de pris sur la morosité ambiante ! Mais en toutes circonstances et pour redevenir 100% sérieux (enfin...presque !), essayez de respecter les consignes ci-dessous :

A/ Pour les intellos *hard* : relisez les pages d'Aristote et St Thomas d'Aquin sur la monnaie et ses usages : ça devrait suffire à vous vacciner contre la Finance mondiale. Ne pas oublier une pique de rappel régulière.

B/ Pour les autres, voici votre *check list*:

1/ N'oubliez jamais que le principe de cupidité est inhérent au monde de la finance, il ne connaît pas d'autre logique que l'accroissement du capital, mais vous aussi dès lors que vous faites un placement. Tout le reste en découle.

2/ N'achetez que des produits financiers que vous comprenez. Si on vous dit que c'est bien trop compliqué pour qu'on vous explique... passez votre chemin. Si vous avez le moindre doute, abstenez vous.

3/ Préférez la décision directe à la délégation : n'ayez confiance qu'en vous-même et en des conseillers qui n'ont rien à vous vendre, qui ne reçoivent aucune commission sur les placements que vous faites. Vous pourrez vous plaindre ultérieurement de votre incompetence, mais simultanément vous aurez appris et vous ne serez pas la victime d'un Madoff quelconque.

4/ Intéressez-vous aux produits sous-jacents à vos placements (donc sachez ce qu'il y a dedans !), **pas aux garanties des intermédiaires** (gérants de fonds collectifs, d'assurance vie). Leurs promesses éventuelles de taux garantis (sous réserve de lire les alinéas en petits caractères au bas de la dernière page du contrat) ne valent que leurs espoirs de commissions (droits d'entrée et frais de gestion) et leur faillite (possible, espérons-le, ce n'est pas aux Etats de tout garantir !) les délivrerait de tout engagement à votre égard.

5/ Méfiez vous des avantages fiscaux. Si l'argumentaire d'un placement met principalement en avant une réduction d'impôt, la probabilité est forte que le placement en lui-même soit inintéressant (dans le meilleur des cas). Attention à ce que l'avantage fiscal ne soit pas la sauce qui masque la viande avariée !

6/ Diversifiez vos partenaires bancaires. Vous n'avez rien à y perdre, si ce n'est quelques tracas de gestion de votre diversification, mais tout à y gagner en cas de gros pépin.

7/ N'ayez pas peur d'être ridicule avec un rendement minable : en stratégie défensive, c'est la période qui veut ça ! N'oubliez pas que dans la période actuelle l'important n'est pas de gagner mais de ne pas perdre. Comme je l'écrivais dans LA CRISE N°9 : **la misère du rendement vaut mieux que la ruine du capital.**

8/ Souvenez-vous que le pire n'est ni certain ni très probable, mais qu'il est loin d'être impossible et qu'il ne vous enverra pas un préavis de trois mois, ni même de 48h ! Un homme averti en vaut deux ! Bonne chance.

3. Scénarios long terme pour l'économie mondiale

Revenons à nos scénarios, mais à une autre échelle de temps et en changeant les variables de raisonnement. Laissons de côté les banques centrales et commerciales ainsi que les Trésors : de toutes manières, à dix ou vingt ans leur situation sera forcément décantée : la sélection naturelle devrait avoir fini son travail... au moins le travail de la période actuelle. Le monde étant un éternel recommencement, on ne peut préjuger du travail futur ! Intéressons-nous maintenant aux variables lourdes de la géopolitique et de la technologie avant de les croiser dans des scénarios.

3.1. Système monétaire international, globalisation, déglobalisation, reglobalisation

Les lecteurs habituels de LA CRISE savent l'importance que j'accorde au Système Monétaire International (SMI) depuis le N°1 (septembre 2007). Le système actuel⁴ est en déliquescence. Sans gendarme suprême (l'or dans la période précédente), ce SMI actuel s'est transformé en pur outil de l'Empire américain pour financer ses déficits commerciaux et budgétaires, en se faisant prêter les dollars avec lesquels il paye ses importations : ce système a pu fonctionner tant que l'Empire était hyper-dominant et tant que le dollar restait désirable, car seul moyen de paiement international universellement accepté et semblant reposer sur une base productive inébranlable. La méfiance vis-à-vis du dollar s'est insinuée progressivement dans les rouages de l'économie mondiale et la lente accumulation de cette méfiance ouvre aujourd'hui la voie à un saut qualitatif de rejet du dollar comme monnaie internationale et de demande de mise en place d'un nouveau SMI (cf. LA CRISE N°8, p.7-8, L'agonie monétaire internationale).

La mise en place d'un nouveau système monétaire international est une opération de longue haleine, qui ne se fait pas sans douleur et qui s'étale sur plusieurs décennies comme nous l'enseigne l'expérience du passage de la dominance d'un étalon livre sterling à celle de l'étalon dollar qui prendra tout l'entre deux guerres pour s'affirmer. Voilà pourquoi il était impossible de prendre le SMI comme variable des scénarios de court-moyen terme. Par contre, à un horizon de dix ans et *a fortiori* plus, il faut acter l'évolution du SMI comme une variable déterminante pour l'élaboration de scénarios de long terme. Avec deux possibilités: ou bien un consensus international est capable de reconstruire un SMI unifié, c'est-à-dire d'accoucher de conventions acceptées par tous, régulant les conditions dans lesquelles les différentes monnaies nationales sont durablement convertibles entre elles, ou bien aucun consensus ne peut être trouvé. Dans les deux cas, **la globalisation est morte**, dans la forme que nous lui connaissons, mais dans les deux cas **nous allons non pas vers la déglobalisation** que certains croient discerner⁵ ou appellent de leurs vœux **mais vers une**

⁴ Bretton Woods revu et corrigé par le Discours de Nixon du 15 août 1971 supprimant la convertibilité du dollar en or et les accords de la Jamaïque en janvier 1976 qui entérinent la fin du rôle de l'or et l'instauration d'un régime de changes flottants.

⁵ Plusieurs contributions récentes (voir en fin de note) ont relevé la chute du commerce international (on s'attend à moins 10% pour 2009) et en déduisent, hâtivement à mon sens, que la crise nous entraîne déjà dans un

nouvelle globalisation, reformatée, que l'on peut appeler reglobalisation, processus complexe rebattant les cartes du commerce et de l'investissement international à l'échelle mondiale tout en confirmant le rôle d'acteurs économiques globaux jouant sur tous les continents (alors qu'un processus de déglobalisation signifierait la fin des acteurs globaux, ce qui est très difficilement concevable). En cas d'échec à réinstaurer un SMI unifié, nous allons vers une **reglobalisation administrée**, dont les Etats seront les acteurs dominants, alors qu'en cas de succès à réinstaurer un SMI unifié, nous allons vers une **reglobalisation de marché** dont les acteurs dominants seront les firmes. Ce n'est pas un hasard si la négociation commerciale OMC du Doha Round est en suspens et que personne ne s'y intéresse : les choses sérieuses se passent au FMI, pas à l'OMC, la question monétaire internationale surdétermine la question commerciale internationale.

Dans les deux cas de reglobalisation (administrée ou de marché) des relocalisations d'activités productives sont inévitables. Certains acteurs en prennent déjà conscience et commencent à agir dans ce sens, par exemple en se préparant à redéployer des ateliers de production vers des zones de proximité de grands pôles mondiaux pour échapper à une remontée de protectionnisme à l'échelle de vastes régions Nord-Sud (reglobalisation administrée) ou à l'appréciation de la monnaie de leur zone d'origine (reglobalisation de marché): l'exemple de la présence chinoise programmée dans la zone économique spéciale de Suez est emblématique de la capacité d'anticipation des industriels chinois⁶ sur ce qui les attend pour accéder au marché européen.

La reglobalisation administrée (ou conduite par les Etats). En l'absence d'un SMI unifié, l'essentiel des échanges devra s'organiser dans des zones monétaires régionales dominées par une grande monnaie régionale : dans cette hypothèse, on voit clairement se dessiner une zone Dollar centrée sur les Amériques (en concurrence éventuelle avec une sous zone autour du Brésil), une zone Euro de l'Europe et de ses périphéries, une zone asiatique éventuellement bipolaire (Yen et Yuan) sur la base d'une coopération monétaire renforcée entre Japon et Chine, le reste du monde se raccrochant comme il peut à ces trois zones, en fonction des ses proximités géographiques ou culturelles. Dans un tel cas de figure, une remontée du protectionnisme (à l'échelle régionale, pas nationale) est inévitable, quelles que soient les réticences des grandes firmes habituées à se mouvoir dans un espace mondial unifié : la

processus de déglobalisation qui va conduire à une diminution durable de l'échange international ou au moins à une réarticulation plus centrée sur les proximités géographiques. Pour le moment on ne peut pas tirer de conclusions, faute de recul statistique, des chiffres du commerce international, si ce n'est que la baisse de la demande des ménages (américains en particulier) entraîne une baisse des importations des uns et des exportations des autres. Il faudra plusieurs années de recul et des analyses beaucoup plus fines pour voir si le commerce intra-régional a diminué moins vite ou repart plus fort que le commerce international considéré globalement. (Cf. en particulier : Michael Panzner sur son blog *When Giants Fall, Turning inward*, 11 déc. 2009) <http://www.economicroadmap.com/page/2/> Daniel Gross sur Slate, *Deglobalization : The surprisingly steep decline in world trade*, 11 déc 2009. <http://www.slate.com/id/2238188/>)

⁶ Chinese and Egyptian premier unveil Suez Economic Zone, 2009-11-09, China Daily, http://www.chinadaily.com.cn/m/tianjin/e/2009-11/09/content_8934405.htm

division internationale des processus productifs, devra se redéployer, forcée et contrainte, d'une échelle mondiale à une échelle régionale. Les échanges internationaux de biens ordinaires seront largement contraints par cette nouvelle donne régionalisée. Les échanges interrégionaux de biens de haute technologie donneront lieu à des négociations d'Etat à Etat au coup par coup, comme c'est déjà bien souvent le cas. Cette reglobalisation administrée serait la revanche du politique sur l'économique, des Etats sur les firmes.

La reglobalisation de marché (ou conduite par les firmes). Si un consensus international peut être trouvé, autour d'une monnaie internationale construite (qu'on peut provisoirement appeler GCU pour Global Currency Unit) tous ceux qui espèrent une remontée du protectionnisme en seront pour leurs frais. Toutefois cela ne signifierait pas la prolongation de la globalisation actuelle : un nouveau SMI unifié ne pourra faire l'économie d'un mécanisme d'équilibrage tendanciel des échanges : on ne pourra plus rejouer la scène d'un gigantesque déficit des USA compensé par un gigantesque excédent de la Chine. L'équilibrage tendanciel des échanges entre grandes zones régionales par la nécessaire réévaluation des monnaies des zones excédentaires changera forcément la donne actuelle de la division internationale du travail, au profit de pays en développement qui ne pouvaient trouver leur place dans l'ancien système du fait de la sous-évaluation de la monnaie chinoise. En effet, un nouveau SMI unifié ne saurait tolérer qu'un grand pays comme la Chine puisse administrer le cours de sa monnaie (donc échapper aux mécanismes de marché sur sa parité monétaire) tout en réclamant le libre jeu du marché pour ses marchandises : c'est là une des contradictions fondamentales du système actuel, dont le traitement ouvre la voie à une grande conflictualité dans les relations entre la Chine et le Reste du Monde⁷. La grande différence avec le cas précédent de reglobalisation administrée tiendrait au fait que la nouvelle géographie de la production ne résulterait pas de décisions commerciales des Etats mais de l'adaptation des firmes aux nouvelles parités monétaires déterminées par les marchés des changes. Il va de soi que cette perspective aura la préférence des grandes firmes (et de la finance internationale) qui feront tout pour une redéfinition de la gouvernance économique mondiale en ce sens. La réforme monétaire internationale, vers un étalon monétaire international construit et lié à la fin de toute possibilité de change administré d'un grand pays, pourrait ainsi trouver de précieux alliés du côté des grandes firmes multinationales qui y verraient un moyen d'échapper à une reprise en main de l'échange international par les Etats. Mais la réalisation d'un tel scénario trouvera sur son chemin deux redoutables obstacles :

- l'acceptation très problématique par les Etats-Unis d'un étalon monétaire international construit qui mettrait un terme évident au rôle international du dollar et symboliserait la fin de l'Empire américain : difficile à accepter pour les Etats-Unis, mais le principe de réalité finira

⁷ Une erreur dramatique aura été d'accepter l'entrée de la Chine dans l'OMC sans droit de regard sur les mécanismes de détermination de la parité du Yuan : la double commande entre la régulation commerciale internationale (OMC) et la régulation monétaire internationale (FMI) apparaît comme un vice de conception de la gouvernance économique mondiale. La libéralisation des échanges ne peut pas faire bon ménage avec des taux de changes administrés.

par s'imposer à un peuple américain qu'un système démocratique originel a éduqué au principe de réalité... avec décalages temporels... le temps de prendre en compte cette réalité.

- l'acceptation encore plus problématique par la Chine d'un mécanisme de marché de détermination de la parité du Yuan qui l'obligerait à reformater sa stratégie de développement, passant d'une croissance tirée par l'exportation à une croissance tirée par le marché interne. L'absence de démocratie interne rend plus difficile l'acceptation d'une réalité qui remettrait en cause le dogme officiel de souveraineté nationale exacerbée, d'où des risques de dérapages.

3.2. Les verrous technologiques de la croissance

Bref retour sur la Joyeuse Ascension. Vous pouvez lire en bas du Tableau 1, au croisement de la colonne Joyeuse Ascension et la ligne Soutenabilité du scénario : *Scénario intenable. La reprise bute sur des verrous technologiques (cf. les scénarios long terme) et l'inflation qu'ils entraînent. Retour au scénario Morne Plaine.* Pourquoi ? Tout simplement parce que à technologie constante une croissance mondiale forte n'est pas soutenable. Elle bute rapidement sur le verrou pétrolier et sur le verrou alimentaire du fait d'une demande croissante mais non susceptible d'être satisfaite à prix constants. Les prix énergétiques et alimentaires montent fortement, alimentant des rentes pétrolières et agraires, pas nécessairement réinvesties dans la consommation ou l'investissement car distribuées très inégalement. Les budgets à consacrer à d'autres dépenses diminuent et *in fine* une tendance à la stagnation l'emporte : d'où le retour à la Morne Plaine⁸.

Où est donc le problème ? Nous sommes au bout d'un cycle technologique et énergétique. On peut discuter de la date du pic pétrolier (moment à partir duquel la production pétrolière chutera inexorablement faute de découvertes de nouvelles réserves) mais il s'en vient inévitablement. Les rigidités techniques et les délais de reconversion ouvrent inévitablement un période tendue sur les fournitures énergétiques et donc sur leurs prix si l'économie mondiale avait des vellétés de rebondir fortement. Certes, les réserves gazières sont moins inquiétantes, surtout si on prend en ligne de compte les schistes gaziers (les *shales*) mais dont on maîtrise encore mal les coûts de mise en exploitation. Le bon vieux charbon reste disponible en quantités abondantes, mais son usage suppose de maîtriser l'enfouissement du CO₂, posant donc un autre problème technologique, en phase expérimentale de résolution mais encore incertain au stade d'une application courante. La maîtrise de la fusion nucléaire à des fins civiles n'est pas attendue avant plusieurs décennies (cf. le projet ITER) et, en attendant, les progrès de la technologie de la fission nucléaire apparaissent incertains comme le montrent les doutes sur la technologie EPR, sans parler des ressources d'uranium, elles aussi pas infinies. Les nouvelles technologies d'énergies renouvelables (solaire, éolien, force marémotrice, biomasse) sont certes prometteuses mais leur rentabilité économique est encore

⁸ Note pour économistes avertis : on peut rapprocher cette situation de l'état stationnaire des Classiques anglais du 19^e siècle (état stationnaire qui ne s'est jamais produit... mais il n'y a pas eu de verrou technologique à l'époque, bien au contraire : révolution agricole pour nourrir la population, même si nos Classiques n'y ont rien compris + charbon abondant pour faire tourner les machines à vapeur).

portée à bout de bras par des subventions diverses. Ainsi, à technologies énergétiques connues, nous allons vers un renchérissement de l'énergie (en coût direct de prix à la consommation et /ou de coût indirect des subventions supportées par les contribuables) qui remet en cause notre modèle de développement, indépendamment même de toute considération de changement climatique. Le recours évoqué aux agrocarburants introduit la deuxième dimension du défi technologique qui nous attend : l'agroalimentaire. Les démographes nous prédisent la stabilisation de l'humanité autour de 9 milliards d'habitants vers 2050. Nourrir cette population ne serait déjà pas évident à technologie constante ; a fortiori en période de changement climatique qui rendrait certaines zones moins productives (et d'autres plus productives mais on ne sait pas faire le bilan), et encore plus si une partie notable de la production végétale était détournée vers la production d'agrocarburants pour compenser la chute des énergies fossiles. Certes, une modification des régimes alimentaires des pays développés vers une alimentation plus végétale et moins carnée ouvrirait quelques marges de manœuvres, sans doute compensées et au-delà par l'évolution des consommations dans les pays émergents. Toutes ces perspectives dessinent un double renchérissement probable de l'énergie et de l'alimentation, à technologies constantes. C'est ainsi qu'un double verrou technologique, agricole et énergétique, vient assombrir les perspectives de croissance de l'économie mondiale. Dès lors, pour faire simple (trop simple et donc schématique) nous pouvons retenir deux options pour nos scénarios :

- la persistance de blocages technologiques qui verrait des rationnements (par les prix des marchés ou les quantités administrées par les Etats) de l'énergie et de l'alimentation, produits à rendements décroissants. Bridées par les soucis énergétiques et alimentaires, les sociétés humaines seraient moins disponibles pour développer les autres activités, limitant les surplus à répartir et le bien-être global des populations. Le monde rentrerait dans une ère de faible croissance voire de stagnation (ou de régression dans le pire des cas).

- le déblocage des verrous alimentaires et énergétiques, par une maîtrise accélérée des techniques énergétiques alternatives (y compris les économies d'énergie) permettant d'en réduire les coûts et par une révolution biotechnologique permettant d'accroître les rendements agricoles, comme la révolution des assolements au 18^e siècle et la révolution des semences hybrides dans la deuxième moitié du 20^e siècle ont déjà permis de le faire deux fois.

Bien évidemment des situations intermédiaires pourraient être envisagées, en dissociant le dossier agricole et alimentaire du dossier énergétique, mais dans les grandes lignes, ces deux dossiers sont liés : à travers la problématique des agrocarburants comme déjà évoqué, mais aussi la mécanisation agricole (vorace en énergie) ou la production des fertilisants et des phytosanitaires. On acceptera donc de lier ces deux dossiers dans une première esquisse de scénarios de long terme.

3.3. Trois ou quatre scénarios de long terme

Mes instituteurs ont essayé de m'apprendre que deux fois deux font quatre ! Mais je n'ai que peu d'intérêt pour des mathématiques trop systématiques et je suis persuadé que 2×2 , dans certains cas, ça peut faire moins que 4, pour cause d'incohérence de certaines combinaisons. C'est le cas ici, lorsqu'on veut croiser dans le Tableau 3 ci dessous les deux options SMI (SMI unifié ou pas) et les deux options technologiques (blocage ou déblocage des verrous technologiques). Théoriquement ça devrait faire quatre scénarios... mais trois seulement résistent à un minimum d'examen critique.

Tableau 3: SCENARIOS DE LONG TERME

TECHNOLOGIE SMI	Blocage des verrous technologiques : croissance faible ou stagnation	Déblocage des verrous technologiques : forte croissance
Pas de reconstruction d'un SMI unifié. Reglobalisation administrée Rôle dominant des Etats et de mécanismes administrés dans la régulation mondiale	Combat des forteresses... au risque de la guerre !	Nouveau mercantilisme... ou la revanche des Etats et leurs nomenklaturas sur les acteurs privés.
Reconstruction réussie d'un SMI unifié Reglobalisation de marché Rôle dominant des firmes et des mécanismes de marché dans la régulation mondiale	<i>Pénurie partagée ... mais je n'y crois pas : on ne partage pas la pénurie, on essaie de la refiler au voisin, donc on n'accepte pas un SMI unifié sans forte croissance, et on ne l'accepte que pour fortifier sa propre croissance.</i>	Nouvel âge d'or libéral... ou le grand soulagement des oligarchies privées

Si vous avez des tendances apocalyptiques et que vous cherchez d'où pourrait bien surgir une Troisième Guerre Mondiale, ne cherchez plus, elle est cachée au tréfonds du scénario **Combat des forteresses**, au croisement de la stagnation économique mondiale et de l'impossibilité de reconstruire un SMI unifié. C'est le scénario le moins coopératif qu'on puisse imaginer, dans lequel les tensions économiques (faible croissance, chômage) pourraient conduire à des dérapages nationalistes, à des logiques de boucs émissaires. Sans aller jusqu'à une guerre mondiale, la difficulté à lever le blocage du verrou énergétique peut conduire (conduit depuis longtemps ?) à des épisodes armés autour du contrôle du pétrole ou de l'uranium. En l'absence de SMI unifié, l'échange international entre les grandes zones monétaires mondiales est dirigé par des normes étatiques agressives visant à reporter la crise sur les autres... ce qui ne marche jamais et aggrave les problèmes de tous.

Le déblocage des verrous technologiques ouvrant la voie à une forte croissance joint à une absence de consensus sur un système monétaire international donne lieu au scénario **Nouveau mercantilisme**⁹. L'agressivité dans les relations internationales est moins forte que dans le scénario précédent (la croissance met de l'huile dans les rouages internationaux, le nationalisme se fait plus modéré), mais elle reste significative comme dans tout jeu non coopératif, en particulier autour du contrôle des nouvelles technologies, véritable Graal de la croissance. L'enjeu est en particulier la conquête des marchés à la marge des grandes zones monétaires et la concurrence entre les trois grands pôles mondiaux sur les marchés de haute technologie. Celui qui maîtrise en premier les énergies abondantes à bon marché et la révolution agricole biotechnologique prend une longueur d'avance sur les autres. Les Etats sont largement à la manœuvre, et les firmes doivent composer avec eux, s'appuyer sur eux dans leur stratégies d'expansion commerciale et d'investissement international. C'est un retournement dans le rapport de force Etats / Firmes qui s'était instauré dans les années 90 et le début des années 2000 avec une vague de législations désarmant les Etats face aux firmes. Les oligarchies privées sont moins à la fête et les nomenklaturas étatiques reprennent de leur superbe : on annonce même à Bruxelles la création d'une Ecole Européenne d'Administration, sur le modèle de l'ENA, c'est dire l'état du monde et la désespérance des élites libérales !

Peut-on imaginer une situation dans laquelle coexisteraient le blocage technologique et un SMI unifié. Je n'y crois pas et donc le scénario **Pénurie partagée** est pour moi un cas de figure sans portée pratique : en l'absence de toute croissance, laisser ses marchés sans contrôle commercial et sans moyen d'intervenir sur le taux de change alors que les conditions économiques (et environnementales) de production sont disparates de par le monde, reviendrait à se tirer une balle dans le pied. Le masochisme n'étant pas un mode de gouvernement et la tendance étant plutôt à exporter sa crise chez le voisin... je ne vois pas un

⁹ Je me situe plus ici dans une référence au mercantilisme industrialiste à la française (friand d'innovation et de maîtrise technologique) qu'à un mercantilisme bullioniste à l'espagnole (l'accumulation d'or fut synonyme de retard de développement).

grand avenir à un tel scénario. La pénurie ne se partage que dans des groupes ayant en commun un principe unificateur très fort : ce n'est pas le cas de la communauté internationale.

Reste enfin le **Nouvel âge d'or libéral**, au croisement de la forte croissance issue du déblocage des verrous technologiques et d'un consensus international exemplaire sur la régulation économique internationale se traduisant par la mise en place d'une régulation de marché pour la gestion des parités monétaires internationales autour d'une monnaie internationale construite, interdisant tout statut privilégié d'une monnaie nationale. Les localisations des activités échappent aux Etats et se décident selon de purs critères de maximisation des profits des investisseurs. C'est le scénario pur et parfait de la reglobalisation de marché. La course à la croissance libérale dans le cadre d'une gouvernance mondiale au dessus des Etats nationaux (un super FMI-OMC) remet en selle les oligarchies privées pour plusieurs décennies, oligarchies qui n'ont plus besoin de composer avec les Etats et leurs nomenklaturas.

Voilà donc trois images possibles de l'avenir du monde à 20 ans. Je me refuse à leur attribuer des probabilités, même qualitatives, comme je l'ai fait pour les scénarios de court terme : trop d'inconnues subsistent. Ces scénarios de long terme ne peuvent relever que de l'impressionnisme, de taches qui font sens mais ne peuvent pas et ne veulent surtout pas prétendre à la précision anatomique d'une impossible photographie anticipatrice. Certains de mes lecteurs penseront sans doute qu'aucune de ces trois images ne peut renvoyer à leur idéal, s'ils en ont un. La terreur que peut inspirer le Combat des forteresses dans un monde de pénurie ne fait pas pour autant aimer ni les nomenklaturas étatiques du Nouveau mercantilisme ni les oligarchies privées du Nouvel âge d'or libéral, mais ainsi va l'Histoire ! Que ceux qui se sentent capables de bâtir des phalanstères de prospérité frugale et d'amour universel nous donnent la recette : on l'examinera avec intérêt, mais néanmoins circonspection... le mieux étant souvent l'ennemi du bien, et le rêve l'antichambre du cauchemar !

LA CRISE N°10 se termine ainsi (sans oublier l'annexe qui suit). Plus systématiquement que dans les numéros précédents, je me suis efforcé de prendre du recul par rapport aux événements immédiats pour tenter de fixer quelques images de futurs possibles, à court terme et à long terme. Dans la CRISE N°11 je reviendrai sans doute à un schéma plus habituel, mais vu que son écriture est difficilement envisageable avant le mois de Mai, d'ici là bien de l'eau sera passée sous les ponts de la crise et on avisera en temps utile sur le format à adopter ! Traversez bien la crise, sur le pont... pas dans le courant qui vous emporterait ! Puissent mes scénarios vous aider à comprendre et à interpréter ce qui se passe, se dessine, se trame, au-delà du bruit immédiat des événements quotidiens.

Bonne année 2010

Henri REGNAULT
Le 2 janvier 2010

Annexe

Une typologie des positions face à la crise

Je lis beaucoup, je réfléchis ... parfois et j'écris de temps en temps sur la crise, depuis deux ans et demi maintenant. Avec ce recul, je peux proposer une typologie des positions face à la crise en six catégories, de la négation même du phénomène à sa surestimation catastrophiste : les négationnistes, les optimistes de la relance, les pessimistes libéraux, les pessimistes régulationnistes, les fossoyeurs et, enfin, les apocalyptiques. Le tableau ci-dessous attribue à chaque catégorie un livre de chevet et une devise.

Les six catégories de « criseux »

Catégorie	Livre de chevet	Devise
Négationnistes	Manuel des bonus	<i>Pile je gagne, face tu perds !</i>
Optimistes de la relance	Keynes	<i>Relançons, relançons : à tous les coups l'on gagne !</i>
Pessimistes libéraux	Hayek	<i>Vive le marché libre ! Limitons l'Etat à la défense du droit de propriété.</i>
Pessimistes régulationnistes	Polanyi ¹⁰	<i>On aime tellement le marché qu'il faut que l'Etat en prenne bien soin !</i>
Fossoyeurs	Marx	<i>Pas besoin de creuser la tombe du capitalisme... il s'en occupe lui-même !</i>
Apocalyptiques	Nostradamus	<i>Apocalypse mon amour !</i>

¹⁰ Je suis bien certain que la plupart de mes lecteurs n'ont jamais entendu parler de Polanyi. Karl Polanyi (1886-1964), d'origine hongroise, est anthropologue et historien de l'économie. Il publie en 1944 *The great transformation* (en français : *La grande transformation*, actuellement disponible en collection Tel Gallimard) ouvrage dans lequel il dénonce notamment le mythe du marché autorégulateur, en liaison avec son analyse de la crise des années 30. Un ouvrage d'une brûlante actualité.

Volontairement je n'associe aucune personne, aucun auteur actuel à ces catégories car, fort heureusement, les positions des uns et des autres peuvent être un peu plus nuancées que ces catégories pures (mais pas toujours, hélas, cf. les apocalyptiques qui ne font pas vraiment dans la nuance). Il est hors de question de débattre avec les négationnistes et les apocalyptiques car ils se situent dans des logiques manipulatrices de défense de leurs intérêts (négationnistes essentiellement) ou de survalorisation de leur égo (apocalyptiques principalement) qui dérivent vers des démarches de lobbying (négationnistes) ou sectaires (apocalyptiques). Par contre le débat est possible et souhaitable entre optimistes, pessimistes de tous poils et fossoyeurs, car la réalité est trop mouvante et complexe pour que qui que ce soit puisse prétendre détenir la vérité : seul le débat peut contribuer à l'approcher.

Les négationnistes pensent que la période actuelle est une parenthèse et que, dès demain, après un trou d'air passager, tout va redevenir comme avant : ils n'ont vraiment rien compris au scénario ! Ou alors ils ont trop bien compris et souhaitent retarder l'évolution le plus longtemps possible, pour mieux préserver leurs intérêts immédiats, au détriment des intérêts collectifs. Pourtant, des cassures irréversibles viennent de se produire, dans les modes de régulation de nos sociétés, dans les rapports de force internationaux, dans la relation homme / nature. Un monde nouveau émerge, dont nous ne maîtrisons pas encore bien l'articulation et dont le schéma n'est pas encore écrit, car il sera dessiné par des décisions humaines, pour le meilleur ou pour le pire.

Les optimistes de la relance (sincères ou en service commandé), confortés par quelques chiffres directement liés aux plans de relance, considèrent que la récession est terminée et la crise avec. Ils viennent souvent de l'univers keynésien (quand ils ont une affiliation théorique) et se réjouissent que l'intervention de l'Etat sous forme de dépenses publiques et des banques centrales sous forme de liquidités illimitées à très faible taux d'intérêt ait pu stopper la spirale récessive. Si ça peut leur faire plaisir, je veux bien leur concéder que le scénario le plus probable (dans l'hypothèse où il n'y aurait pas un deuxième round de catastrophe financière, ce dont je doute) n'est pas celui d'un plongeon sans fin mais celui d'une longue stagnation, au moins des économies développées, et des économies émergentes ou en développement qui n'ont pas su ou pas pu mettre en place une dynamique de développement un tant soit peu autonome. Mais pour autant, le processus de réajustement de l'économie mondiale ne fait que commencer et des phases difficiles sont devant nous, avec des nuances suivant les pays considérés.

Les pessimistes libéraux : pour eux les marchés ne sont pas assez libres et de là viennent les problèmes et surtout leur prolongation. Les interventions des Etats empêchent le nettoyage naturel des structures économiques, facilitant la survie d'organismes condamnés et freinant l'émergence de nouvelles structures plus efficaces, plus performantes. Pour eux une bonne purge est nécessaire, et si elle peut avoir lieu, alors ils redeviennent optimistes. Mais pour l'heure, ils sont effrayés par la montée de l'endettement des Etats, en pure perte, sans la moindre utilité et qui risque de déboucher sur un épisode inflationniste sévère. Ne pas les confondre avec les pessimistes régulationnistes, même si des apparences de complicité peuvent surgir de descriptions immédiates (brutes avant interprétation) constatant que la crise est loin d'être finie.

Les pessimistes régulationnistes : à l'inverse des pessimistes libéraux, ils considèrent que c'est la démission des Etats face aux marchés qui est à l'origine de la crise. Sans cette démission, les perversions de l'endettement des ménages auraient pu être évitées. Les leçons de la crise doivent être

pleinement tirées : il faut revenir à un contrôle étatique du secteur bancaire, ne plus favoriser l'aléa moral du « Too big to fail » en distinguant bien entre des banques de dépôts sécurisées par la garantie des Etats et des banques d'affaire au risque des investisseurs. Ils ne remettent pas en cause frontalement le système capitaliste, faute de mieux, mais veulent l'encadrer étroitement pour l'empêcher de sombrer dans ses travers favoris. Le capitalisme en liberté surveillée. Les lecteurs habituels de LA CRISE ont sans doute compris que je me range dans cette catégorie.

Les fossoyeurs se focalisent sur l'avenir du capitalisme, qu'ils enterrent allègrement, considérant que cette crise signe son arrêt de mort. Le capitalisme serait parvenu à son stade ultime avec la financiarisation extrême du capitalisme actionnarial anglo-saxon contaminant toute la planète, survalorisant les logiques de rentabilité à très court terme et par conséquent incapable de gérer les défis de long terme auxquels l'humanité est confrontée. Ce point de vue mérite d'être considéré, prolongeant ainsi les analyses de Marx sur les contradictions internes du système capitaliste finissant par rendre inévitable son dépassement. Mais je n'y adhère pas : outre le fait qu'on ne sait pas par quoi le remplacer, l'Histoire, depuis la Renaissance, les Grandes Découvertes et l'accumulation primitive qui a permis le démarrage du capitalisme commercial (puis industriel), nous a montré les grandes capacités d'adaptation et de rebond de ce type d'organisation de la société fondé sur la propriété individuelle et la liberté d'entreprendre. A mon sens, le vrai débat porte sur le degré et l'organisation de l'indépendance de la régulation de ce système par la collectivité afin de faire prévaloir les intérêts collectifs de long terme de la société sur l'exacerbation des intérêts de court terme des individus, tout en conservant la force motrice de l'initiative et de la prise de risque individuelle, récompensées par une inégalité acceptable dans la répartition des revenus et la transmission des patrimoines.

Les apocalyptiques développent des positions sur la crise qui mélangent des faits avérés qu'ils reprennent de la presse ou de blogs sérieux pour les monter en épingle et les relier à des interprétations conspirationnistes ou bien catastrophistes issues de traditions pseudo-religieuses ou magiques, ou bien encore prétextes à l'énoncé de solutions géniales sorties tout droit de leur non moins géniale cervelle que l'humanité a le grand tort d'ignorer. A partir de là on trouve de tout : les écrans de Wall Street qui affichent des chiffres magiques annonciateurs de grands événements, des projets pour organiser l'émigration de l'humanité dans le cosmos, avec un premier arrêt sur Mars, la famille royale britannique à l'origine de tous les malheurs du monde ! Derrière tout cela, en filigrane, on peut lire :

- des démarches commerciales, dans le meilleur des cas (vendre des livres en attirant le gogo),
- de prétendus « hommes politiques » déçus que leur génie soit ignoré mais qui se révèlent être des psychopathes notoires d'autant plus inquiétants qu'ils entraînent dans leur secte des militants sincères mais abusés par le charisme du chef,
- ou enfin quelques crétins patentés qui pensent qu'internet va donner au pseudonyme de leur verbiage insipide une notoriété qui satisfera pleinement leur égo par procuration. Vraiment pathétique. Qu'ils ne comptent pas sur moi pour leur faire de la pub !

Henri REGNAULT

Novembre 2009